



Paris, le 29 novembre 2017

La solidarité, l'antiracisme & l'égalité

L'Union syndicale SUD industrie souhaite communiquer publiquement concernant la formation organisée par SUD éducation 93 et les réactions qui s'en sont suivies. Cette position a été écrite suite à la saisine de plusieurs syndicats SUD industrie pour réagir et ne remplacera pas les débats internes nécessaires.

Tout d'abord, quelque soit le désaccord que nous pouvons avoir avec le stage organisé par SUD éducation 93, il est inadmissible que des organisations d'extrême-droite menacent, physiquement ou pas, les camarades membres de notre organisation syndicale commune, Solidaires. Un coup contre l'un d'entre nous est un coup contre nous tous, dans toutes les circonstances. Nous apportons toute notre solidarité à nos camarades, et condamnons fermement la dégradation des locaux de Solidaires 93 qui intervient dans ce contexte de tensions.

Pour autant, nous rappelons que notre lutte vise à éradiquer tous « *les fascismes, qu'ils soient politiques ou religieux* ». Nous considérons que plusieurs intervenants présents à cette session de formation, membres ou anciens membres des indigènes de la République par exemple ou du sulfureux CCIF, adeptes du relativisme culturel, de positions identitaires n'ont rien à faire dans nos organisations et se doivent d'être combattus. Il n'est pas possible de transiger avec nos principes antifascistes, et les thèses développées par le PIR ou ses sympathisants sont inconciliables avec notre syndicalisme de transformation sociale.

Sur la question de la « non-mixité raciale », la majorité de nos organisations membres y est clairement opposée. L'essentialisation des individus ne renforce en rien la lutte contre le racisme et les dérives actuelles engendrées par ces positions nous conduisent à nous y opposer, car elles ne relèvent pas des « libertés syndicales » mais de pratiques, choix et projets de société affirmés que nous ne partageons pas. Elles remettent en cause même l'égalité et l'unité de classe. L'intelligence collective voudrait que SUD éducation 93 maintienne son stage mais soit sensible aux arguments antiracistes en refusant la présence de certains intervenants, qui sont bien loin de faire consensus et choquent de nombreux militants. La défense des libertés syndicales passe également par déjà par la défense de nos principes et valeurs.

Nous appelons à rejeter l'ensemble des racismes et leurs produits, et considérons que le meilleur endroit pour débattre de notre positionnement n'est pas dans la presse ou par communiqués, qui nous obligent également à prendre une position publique. Le débat doit d'abord se dérouler en interne, dans nos instances nationales et interprofessionnelles, pour clarifier les positions et demander des explications, en réaffirmant des valeurs fortes qui doivent rassembler à la fois ce qui est épars et refuser de tomber dans les pièges communautaristes.

Le gouvernement a très bien compris tout le bénéfice qu'il pouvait tirer d'une crise pour faire exploser Solidaires autour de cette question. Ne tombons cependant pas dans le piège tendu.

Cette mise au point faite, il convient de rappeler que ce stage de SUD éducation 93 ne représente pas la position globale des organisations de Solidaires et que chaque organisation, notamment de Solidaires, conduit sa propre politique de formation syndicale : nous l'avons maintes fois rappelé lors de nos débats internes, en commençant par notre propre politique de formation où nous considérons qu'il ne doit y avoir aucune mise sous tutelle.

Le gouvernement n'a donc aucune légitimité pour apprécier le contenu de nos formations syndicales et ferait mieux de retirer la loi travail XXL ou de mener réellement une politique antiraciste, sociale et laïque - ce qu'il ne fait pas ; c'est à nous, organisations de Solidaires, d'en débattre, et nous comptons bien faire entendre notre analyse et notre voix. Notre organisation, après ces débats internes, jugera des positions et des suites qui devront être données, mais personne d'extérieure à Solidaires ne décidera de nos positions, et encore moins le gouvernement, quel qu'il soit.